

## AFFAIRE SONATRACH

# L'ex-P-DG sera jugé par un tribunal criminel

**La chambre d'accusation près la cour d'Alger a rendu hier, en fin d'après-midi, sa décision concernant l'affaire Sonatrach. A l'unanimité de ses juges, cette institution judiciaire a décidé de requalifier les faits, en criminalisant l'affaire.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Rebondissement dans l'affaire Sonatrach. Cette dernière, pendante depuis plus d'une année devant la chambre d'accusation près la cour d'Alger, a vu les magistrats qui la composent requalifier les faits de cette affaire.

En effet et à la grande surprise des avocats, la chambre d'accusation a rendu son verdict, une semaine après les plaidoiries de la défense, en infirmant la décision du juge instructeur.

Ce dernier, faut-il le rappeler avait correctionnalisé dans sa totalité la dite affaire, avant que le parquet ne fasse appel devant la chambre d'accusation. A ce sujet et selon des sources sûres, la chambre d'accusation a décidé de qualifier de «criminels» les faits qui sont reprochés respectivement à l'ex-P-dg de Sonatrach Mohamed Meziane et ses deux fils, l'ex- patron du CPA M. Meghraoui et son fils, le représentant de la société italienne Saipem actuellement en détention et deux autres personnes,

dont le représentant d'une société allemande représentée à Alger par le nommé Al Smaïl Mohamed. Le reste des mis en cause dans cette affaire, dont certains sont en liberté provisoire seront jugés pour des chefs d'inculpations relevant de la correctionnelle.

Pour rappel, les avocats des dix-huit personnes poursuivies dans le cadre de cette affaire avaient plaidé le 22 janvier et ce à la lumière des résultats de la commission rogatoire et des nouvelles réquisitions. L'ex-P-DG de Sonatrach, Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention étaient «concernés par un nouveau chef d'inculpation» lié à la question du blanchiment d'argent.

Le magistrat chargé de l'enquête au niveau de la 8<sup>e</sup> chambre près le pôle judiciaire spécialisé de Sidi-M'hamed avait procédé à des interrogatoires concernant leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs familles. La chambre d'accusation près la



Meziane et ses fils sont concernés par un nouveau chef d'inculpation.

Cour d'Alger avait renvoyé, pour la cinquième fois de suite, le délibéré de l'affaire Sonatrach, le 5 décembre de l'année dernière.

La même juridiction avait demandé alors une enquête complémentaire dans cette affaire pour communiquer aux parties et aux conseils, les résultats auxquels est parvenu le ministère public. Selon des sources

proches du dossier, la décision de la chambre d'accusation serait motivée par de nouveaux faits ayant été à l'origine de l'inculpation du «blanchiment d'argent», que le juge a retenus à l'encontre de plusieurs inculpés, parmi lesquels l'ancien PDG de Sonatrach, Mohamed Meziane, ses deux enfants, Fawzi et Mohamed Réda, ainsi que l'ancien PDG du CPA, Hachemi

Meghaoui, son fils Yazid, exerçant au profit d'une société allemande représentée à Alger par Al Smaïl Mohamed Réda qui, lui-même, est également poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation. Cela dit, on apprend que les avocats de la défense des personnes concernées comptent se pourvoir en cassation auprès de la cour suprême, affichant ainsi leur «opposition» au verdict de la cour suprême. Ces mêmes avocats avaient exigé faut-il le rappeler, l'audition de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, qu'ils considèrent comme pouvant être un témoin à décharge. Il convient également de noter que Mohamed Meziane a été placé sous contrôle judiciaire et que ses deux fils, eux, ont été placés sous détention provisoire. Un autre ancien cadre de Sonatrach, à savoir Benamar Zenasni, qui était chargé de l'activité de Transport par canalisation a été écroué par le magistrat instructeur. A noter que l'affaire Sonatrach avait éclaté en janvier 2010, suite à une enquête concernant des contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk/Plattenc Contel, portant sur des équipements de contrôle et de sécurité.

A. B.

## ALORS QU'ELLE EST ENCORE EN COURSE POUR DES PROJETS EN ALGÉRIE

### Saipem s'effondre à la Bourse de Milan

La Bourse de Milan a été ébranlée hier par la chute de l'action de Saipem de près de 34 %, suite aux déclarations de la nouvelle équipe dirigeante qui a revu en baisse les chiffres attendus pour l'exercice 2012. Les nouveaux responsables de la société d'engineering italienne ont également alerté leurs investisseurs sur la faiblesse du carnet de commandes.

La capitalisation de l'entreprise est passée de 13,5 milliards d'euros à moins de 9 milliards, perdant ainsi, en une seule journée, près de 4,5 milliards.

Le nouveau P-dg de l'entreprise, Umberto Vergine, a annoncé conjointement avec le directeur financier Giuseppe Caselli que les prévisions ont été revues à la baisse à la fois pour l'exercice de 2012 et celui de 2013.

«L'examen de la nouvelle équipe de direction a conduit à une approche plus prudente aux prévisions et le Conseil est convaincu que les perspectives de Saipem pour 2013 et au-delà sont représentées avec précision. Bien que 2013 sera une année difficile», a-t-il déclaré.

D'autre part, le parquet de Milan poursuit toujours ses investigations sur le cas de corruption avec les responsables algériens, en relation avec les contrats attribués par la Sonatrach.

Les nouveaux responsables de Saipem se sont refusés à évoquer cette question dans leur déclaration annuelle. En Algérie, Saipem est toujours préqualifiée par la Sonatrach pour la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures, dont le montant total est estimé à quelque 4 milliards de dollars. Les nouveaux responsables de l'entreprise italienne espèrent régler définitivement les litiges avec les autorités algériennes et accéder ainsi aux marchés de la Sonatrach.

Mokhtar Benzaki

## COMMERCE INFORMEL

### Plus de 400 milliards de dinars de perte pour le Trésor public

**L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) estime les pertes causées par le commerce informel au Trésor public à plus de 400 milliards de dinars. L'installation du Conseil national de la concurrence, estime El Hadj Tahar Boulouar, porte-parole de l'UGCAA, est une bonne chose pour le commerce.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Boulouar qui a animé hier une conférence de presse sur le thème de la concurrence économique et commerciale en Algérie, se dit soulagé, suite à la décision des pouvoirs publics d'installer enfin, un Conseil national de la concurrence.

Le porte-parole de l'UGCAA a rappelé que son organisation n'a pas cessé, depuis 2008, d'interpeller les pouvoirs publics sur l'urgence d'une telle initiative. Puisque, dit-il, c'est l'absence de ce conseil, dont le rôle est de contrôler l'activité commerciale et d'encourager la concurrence loyale, qui a engendré le commerce parallèle.

Evoquant les conséquences de l'économie informelle qui représente entre 40 à 50% de l'économie nationale, Boulouar a indiqué que le Trésor public

perd plus de 400 milliards de dinars par an, suite à ce phénomène. Le nombre de commerçants exerçant dans cette activité est, quant à lui, de l'ordre de un million.

Boulouar contredit les chiffres donnés par les pouvoirs publics estimant les points de vente informels existants entre 200 et 300. Les estimations de l'UGCAA sont de l'ordre de 1 500 à 2 000 points de vente informels. La preuve, dit-il, «l'Algérie compte 1 540 communes et dans chaque commune, il existe au moins un point de vente de commerce informel».

L'UGCAA qui propose son aide au conseil de la concurrence, demande à ce dernier, d'entamer son travail par la mise en place d'un fichier de statistiques qui donnera la réalité du commerce parallèle en Algérie, en présentant avec exactitude, le nombre de points de



Il existe 2 000 points de vente informels.

vente, de commerçants et d'activités touchés par l'informel. «Nous avons des estimations, mais nous n'avons pas de chiffres réels» a souligné M. Boulouar.

Les activités les plus touchées par l'informel, souligne l'UGCAA, sont celles des pièces détachées (40 à 50%), la cigarette (50%), les produits de beauté (60%),

les vêtements et les fruits et légumes.

L'UGCAA qui appelle à des réformes bancaires, demande également à ce que le conseil décide la mise en place de canaux officiels pour les transactions financières, à travers l'obligation de l'utilisation des chèques et des factures, dans toutes les transactions financières.

S. A.